

Forêts camerounaises : chronique d'une disparition imminente

Annoncée dans les vingt-troisième et vingt-quatrième numéros de Coraf Action, cette nouvelle rubrique de réflexion, de débat et de proposition a démarré dans la vingt-cinquième édition. Emile N. Hounoubo a sacrifié à la tradition, en livrant le premier sa réflexion sur « Bénin. Agriculture durable : une question d'accès aux ressources ». Maty Ba Diao est la deuxième à délivrer son point de vue sur l'« Amélioration de la production laitière : l'apport de l'insémination artificielle ». Uche C. Amalu, le troisième, a délivré un plaidoyer appelé « Rendons grâce au sol », tandis que Karamba Mané, le quatrième, a lancé un appel fort pathétique appelé « Allons-nous laisser mourir le palmier de sa belle mort ? ».

Le cinquième, Paco Séréme, lui, dévoile ce qu'il croit dans « Le CORAF/WE CARD et les enjeux de ce nouveau siècle ». Le sixième, Babacar Ndir, croit aussi que la « Fermentation du netetu : la technologie ne date pas de maintenant ». Les septièmes, Awono Cyprien et Havard Michel, s'interrogent dans « Agriculture-élevage. L'intégration passe-t-elle par le bovin. ? ».

Le huitième, Amadou Tidiane Guiro, reste convaincu qu'en « Agroalimentaire. L'exigence de qualité pour les produits africains : cas du Sénégal » est incontournable. Le neuvième, Ngono Grégoire, lance une stridente complainte dans « Mon humble avis ». Réponse.

LA FORÊT CAMEROUNAISE SURVIVRAIT-elle après 2004 ? La réponse sonne comme un glas. Tout le monde le croit. D'abord, elle régresse de façon alarmante. La couverture végétale recule à un rythme proche de cent mille hectares par an du fait des défrichements agricoles, de l'exploitation de vingt-deux millions de mètres cubes de bois d'œuvre, de la consommation de vingt millions de mètres cubes de bois d'œuvre par an, des feux de brousse et du surpâturage. Et l'accroissement naturel de sept millions de mètres cubes ainsi que la plantation de quatre cent quatre-vingt six mille mètres cubes pourraient n'y rien faire !

En effet, malgré tous les efforts, la régénération artificielle n'a jusqu'à présent donné que des résultats mitigés, puisque seuls 35 000 hectares sont plantés, et leur maintien en régie coûte des yeux de la tête, et c'est la raison pour laquelle l'Office national de développement des forêts (ONADEF) prévoit d'arrêter cela et de s'orienter vers la régénération naturelle. En occupant entre 15,5 et 20,5 millions d'hectares, soit respectivement 35 et 45 % du territoire national, la biodiversité forestière camerounaise est la plus florissante d'Afrique. Cinq



Dr Ngono Grégoire, spécialiste de la forêt, de l'environnement et de la sylviculture à l'Institut de recherche agricole pour le développement du Cameroun

pour cent de ces surfaces sont occupés par 5 parcs forestiers — Waza, Bérouté, Bouda Ndjida, Kalamaloué, Mozogo-Korogo forestiers —, 127 réserves forestières et 55 périmètres de reboisement. Elle comprend surtout la forêt dense, verte et humide, la forêt à feuilles caduques et la forêt à galeries. La forêt dense équatoriale comprend la forêt de mangroves qui occupe les zones montagneuses de la côte située autour du Rio del Rey riche en palmiers raphia et le bassin de Douala envahie par les essences de bois, tel le *Rhizophora* et l'*Avicennia*, et la forêt humide ou forêt primaire toujours verte, riche en essences rares s'étendant dans la zone localisée entre 200 et 800 mètres d'altitude et couvrant une grande partie du plateau sud camerounais.

Par endroits, tels autour de Yaoundé, la forêt primaire est remplacée par la forêt secondaire, en raison de l'exploitation forestière, de l'agriculture itinérante sur brûlis et de l'expansion urbaine. Cependant, elle reste presque intacte du fait de sa très difficile accessibilité et du faible taux de densité de la population. Des restes de cette forêt subsistent encore dans certaines zones peu accessibles, comme Djerem et Mbam, les versants accidentés du Mont Fébé et du Mont Yené. La forêt conserve une certaine importance dans la savane guinéenne, mais se réduit considérablement dans la zone soudanienne et plus encore dans la zone sahélienne à l'extrême nord du pays. Le secteur forestier représente plus de 3,5 % du produit intérieur brut et 15 % du produit intérieur brut agricole. L'exportation du bois compte pour plus de 10 % des

Coraf Action

Lettre d'information trimestrielle du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles

Directeur de la publication

Paco Séréme

Rédacteur en chef

Armand Faye

Coordonnateurs nationaux ayant collaboré à ce numéro :

Odile Tahouo, CNRA, Côte d'Ivoire
Ekindi-Mbonga Rose, IRAD, Cameroun

Documentation

Kassalo Bamazi

Mise en pages

Ngor Sarr

Edition et distribution

CORAF/WE CARD

Versions anglaise disponible

CORAF/WE CARD, BP 48 Dakar RP
CP 18534, Sénégal
Tél : (221) 825 98 18
Fax : (221) 825 55 69
E-mail : paco.sereme@coraf.org
E-mail Coraf Action :
coraf.action@coraf.org
Internet : www.coraf.org

ISSN : 0850 5810

Imprimerie : Saint-Paul, Dakar

exportations. La partie exploitable de la forêt couvre 17,5 millions d'hectares, soit un peu plus de 35 % du territoire national. Quarante pour cent de la forêt sont exploités, c'est-à-dire une trentaine d'essences seulement, dont trois — l'Ayous, l'Azobé et le Sapelli — représente environ 60 % de la production totale de bois d'œuvre, de bois de service, de bois ronds, de bois de chauffe et de nombreuses plantes forestières utiles. La filière bois d'œuvre pèse aujourd'hui socioéconomiquement près de 55 milliards de francs CFA, dont 30 pour les bois exportés.

L'industrie de transformation est composée de 60 scieries, de 5 usines de déroulage de contre-plaques, de 1 usine de panneaux lattés (contre-plaques dont l'âme est formée de lattes étroites), de 1 fabrique d'allumettes, de 1 caisserie, mais qui sont dépourvues de matériels neufs, de personnel qualifié, de système de normalisation des produits. Comme il ne peut en être autrement dans ces conditions, la productivité s'est affaïssée à 3 mètres cubes de grammaire par mètre cube de sciage, les pertes et gaspillages s'élèvent entre 60 et 75 % de la matière ligneuse de chaque arbre abattu.

Entre 1960 et 1990, bien que la production de grumes (écorces restant sur le bois coupé) se soit accrue de près de 0,5 à 2,5 millions de mètres cubes en 1990, elle tend à régresser se situant à 2 millions de mètres cubes en 1992. Un peu plus de 50 % de cette production est actuellement exporté à l'état brut. La nation consomme 2,5 millions de mètres cubes de bois de

service — bois d'échaffaudage et panneaux électriques et téléphoniques — par an. De 1960 à 1990, la production moyenne de poteaux électriques et téléphoniques est passée de 13 000 à plus de 30 000 pieds d'*Eucalyptus saligna* par an. L'exploitation traditionnelle de bois ronds, utilisés à fabriquer les manches d'outils et les œuvres d'art, reste élevée. La consommation de bois d'énergie — bois de chauffe et charbon de bois — est encore mal connue, les niveaux de consommation, les flux commerciaux, voire même les zones de production et les potentialités n'ayant pas été étudiés. Environ 70 % de la population utiliseraient uniquement du bois de chauffe — près de 40 milliards de francs CFA de chiffre d'affaires en 1991 — pour la cuisson et un peu moins de 5 % de bois ou de charbon en tant que sources d'énergie alternative. En raison de l'augmentation conjuguée de la population et du taux d'urbanisation, dans les quinze prochaines années la consommation de bois d'énergie est appelée à croître de 50 % et la part commercialisée passer de 40 à 80 milliards de francs CFA, ce qui en fera la première production forestière camerounaise. La forêt regorge également de plantes utiles, notamment les plantes médicinales — écorce de Pygeum, de Yohimbe jaune, fruit de Vocanga —, de plantes nutritives et de plantes de service — rotins, vin de palme et de raphia exploités dans le sud forestier et les bas-fonds des hauts plateaux de l'Ouest. En 1990, l'exploitation de ces 3 plantes médicinales a rapporté plus de 0,5 milliard de franc CFA. Le rotin

commercialisé et transformé procurerait 300 à 350 emplois

Contact : Ngono Grégoire
IRAD, BP 2067, Yaoundé
Cameroun
Tél. : (237) 223 31 05
E-mail : g_ngono@yahoo.com

La suite : les projets de développement forestier.

Réaliser les promesses et potentiels de l'agriculture Africaine : Développement de stratégies en sciences et technologies pour l'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire en Afrique (note de synthèse). Par InterAcademy Council.

Malgré toutes les richesses, les potentialités et les pro-

messes qu'on lui connaît, le continent africain abrite près de 200 millions de personnes mal nourries et 33 millions d'enfants sous-alimentés ou affamés. Comment les sciences et les technologies les plus performantes peuvent-elles être exploitées pour contribuer à l'augmentation de la productivité agricole ? Cette étude y répond.

Edité par InterAcademy Council, BP 19121, 1000 GC Amsterdam, Hollande.
e-mail : secretariat@iac.knaw.nl, Internet : www.interacademycouncil.net.
2004, 36 pages.

AGENDA

Les réunions du Conseil

□ L'Assemblée générale du Réseau associatif de recherche forêt et agroforesterie tient ses assises à Kribi, au Cameroun, du 19 au 22 janvier 2005.

□ Le Comité exécutif se réunit à Dakar, du 2 au 3 février 2005.

□ Le Comité de suivi et d'orientation du Projet d'appui à la recherche en Afrique de l'Ouest (PARAO) se réunit à Dakar, le 31 mars 2005.

Les réunions conjointes

□ L'International Trypanotolerance Centre, l'Institut sénégalais de recherches agricoles et le Centre de recherches pour le développement international organisent une conférence sur l'agriculture urbaine à Banjul, du 10 au 14 janvier 2005.

□ Le CORAF/WECARD et l'USAID réunissent leurs Réseaux associatifs de recherche riz, maïs, sorgho et mil et leurs partenaires pour fonder le Réseau céréales à Ibadan, du 16 au 19 février 2005

Les autres réunions

□ Le Comité exécutif du Forum pour la recherche agricole en Afrique se réunit pour la quatrième fois à Accra, du 10 au 12 février 2005.

□ La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique organisent un atelier sous-régional (Afrique de l'Ouest et du Centre) pour l'élaboration du plan d'action du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture de l'Afrique à Bamako, du 15 au 18 mars 2005.

